Revue Française d'Économie et de Gestion
ISSN : 2728- 0128
Volume 7 : Numéro 11

IDE et croissance économique au Maroc : Le rôle modérateur des dépenses publiques et de la pression fiscale

FDI and Economic Growth in Morocco: The Moderating Role of Public Expenditure and Tax Pressure

ANNAJI Hassane
Enseignant chercheur
Faculté Polydisciplinaire à Larache
Université Abdelmalek Essaadi
Structure de recherche : Gouvernance et Economie de Développement Durable
Maroc

ZAHOUANI Chadia
Docteur en Economie et Gestion
Faculté Polydisciplinaire à Larache
Université Abdelmalek Essaadi
Structure de recherche : Gouvernance et Economie de Développement Durable
Maroc

OUAZZANI Ahmed
Enseignant chercheur
Faculté Polydisciplinaire à Larache
Université Abdelmalek Essaadi
Structure de recherche : Gouvernance et Economie de Développement Durable
Maroc

Date de soumission : 06/10/2026

Date d'acceptation : 06/11/2026

Pour citer cet article :

ANNAJI. H. & al. (2026) « IDE et croissance économique au Maroc : Le rôle modérateur des dépenses publiques et de la pression fiscale », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 11 » pp : 869- 896.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License

Résumé

L'objectif de cet article est d'évaluer les effets de l'investissement direct étranger (IDE) sur la croissance économique du Maroc tenant compte des dépenses publiques et de la pression fiscale. La littérature théorique montre qu'il existe un quasi-consensus sur l'effet positif de l'IDE sur la croissance économique du pays d'accueil. Toutefois, cet effet dépend de plusieurs conditions préalables. Afin d'aborder cette question, nous déployons l'approche « AutoRegressive Distributed Lag » (ARDL) basée sur des données macroéconomiques du Maroc couvrant la période 1985-2020. Les résultats de l'étude révèlent que les investissements directs étrangers exercent un effet positif et significatif sur la croissance économique du Maroc pour la période étudiée. Notre estimation a de même montré un effet positif et significatif de l'interaction entre l'IDE et la pression fiscale. S'agissant du terme interactif IDE*DP, les résultats obtenus montrent une absence de significativité de l'effet modérateur des dépenses publiques dont la relation entre les IDE et la croissance économique.

Mots clés : Investissements directs étrangers ; pression fiscale ; dépenses publiques ; croissance économique ; effets économiques ; effets d'interaction.

Abstract

This article aims to assess the effects of foreign direct investment (FDI) on economic growth in Morocco, taking into account public expenditure and the tax burden. The theoretical literature reveals a broad consensus on the positive effect of FDI on economic growth in host countries. However, this effect depends on several preconditions. To investigate this issue, we employ the Autoregressive Distributed Lag (ARDL) approach, using Moroccan macroeconomic data covering the period from 1985 to 2020. The findings reveal that foreign direct investment has a positive and statistically significant effect on economic growth in Morocco over the period under study. The estimates also indicate a positive and statistically significant interaction effect between FDI and the tax burden. However, regarding the interaction term FDI × PE (public expenditure), the results show that the moderating effect of public expenditure on the relationship between FDI and economic growth is not statistically significant.

Keywords: Foreign direct investments; trade openness; economic growth; economic effects; interaction effects.

Introduction

L'intérêt croissant accordé aux investissements directs étrangers (IDE) s'explique principalement par l'expansion remarquable de ces flux au cours du dernier quart de siècle, ainsi que par leur contribution croissante au financement des économies en développement. Selon les données de la CNUCED, les flux mondiaux d'IDE sont passés de 205 milliards de dollars en 1990 à près de 1 500 milliards de dollars en 2021. Sur la même période, les flux destinés aux pays en développement ont connu une progression particulièrement significative, passant d'environ 34 milliards de dollars à 836,5 milliards de dollars.

Cette évolution témoigne de l'importance croissante des IDE dans les stratégies de développement économique et d'intégration des pays dans l'économie mondiale. Elle s'inscrit également dans un contexte de concurrence internationale accrue entre les États, qui mettent en œuvre diverses politiques et réformes visant à améliorer leur attractivité et à capter une part croissante des flux d'investissements directs étrangers.

Ainsi, de nombreux pays, notamment les pays en développement (PVD), ont adopté des politiques visant à renforcer leur attractivité à l'égard des investissements directs étrangers (IDE), en mobilisant des ressources importantes à cette fin. Cette orientation s'explique principalement par le rôle que les IDE peuvent jouer dans le financement des économies caractérisées par une épargne intérieure insuffisante. En effet, les IDE constituent une source alternative de financement permettant de contribuer au comblement du déficit d'épargne et de soutenir l'accumulation du capital. À cet apport financier s'ajoutent les effets potentiellement favorables des IDE sur les performances économiques des pays d'accueil. Ces différents éléments justifient l'intérêt porté à l'analyse des déterminants des IDE ainsi qu'à l'évaluation de leurs effets sur les économies d'accueil.

Le présent travail s'inscrit dans le prolongement des recherches consacrées à l'analyse de l'impact des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique des pays d'accueil, en accordant une attention particulière aux facteurs déterminant leur capacité à en tirer pleinement profit. Dans cette perspective, l'objectif de cette étude est d'examiner l'effet des IDE sur la croissance économique du Maroc, tout en analysant le rôle modérateur de la pression fiscale et des dépenses publiques dans cette relation à travers l'introduction des termes d'interaction entre les IDE et la pression fiscale et les dépenses publiques.

La présente étude cherche ainsi à répondre à la question de recherche suivante :

« Dans quelle mesure les IDE combinés à la pression fiscale et les dépenses publiques impactent la croissance économique du Maroc ? »

En se référant à la littérature, les IDE impactent positivement la croissance économique du pays d'accueil et les dépenses publiques et la pression fiscale joue un rôle modérateur dans cette relation. Afin de répondre à notre question de recherche, trois hypothèses ont été formulé :

- **H1**: Les IDE stimulent la croissance économique en générant des externalités positives.
- **H2** : Les dépenses publiques modèrent une relation positive entre les IDE et la croissance économique.
- **H3** : La pression fiscale modère une relation négative et significative entre les IDE et la croissance économique.

Pour répondre à cette problématique, nous adoptons une démarche méthodologique fondée sur l'analyse des données macroéconomiques du Maroc couvrant la période 1985-2020, au moyen du modèle autorégressif à retards distribués (ARDL, Autoregressive Distributed Lag).

Cet article s'articule autour de quatre sections. La première est consacrée à une revue de la littérature théorique et empirique portant sur la relation entre l'investissement direct étranger (IDE) et la croissance économique. La deuxième présente le positionnement épistémologique ainsi que les choix méthodologiques retenus pour conduire cette recherche. La troisième section expose la spécification du modèle économétrique et la démarche d'estimation adoptée afin d'analyser l'effet de l'IDE sur la croissance économique du Maroc, en tenant compte du rôle de la pression fiscale et des dépenses publiques. Enfin, la quatrième et dernière section présente et discute les résultats empiriques obtenus pour la période 1985-2020, en mettant en évidence les effets directs de l'IDE ainsi que les effets liés aux interactions entre l'IDE, la pression fiscale et les dépenses publiques.

1. IDE et croissance économique : revue de littérature

La littérature économique, tant théorique qu'empirique, met en évidence de nombreux mécanismes à travers lesquels les IDE sont susceptibles de contribuer à la croissance économique des pays hôtes. Outre leur contribution au financement de l'économie, notamment en permettant de compenser l'insuffisance de l'épargne intérieure (Mallampally et al., 1999), les IDE peuvent favoriser le développement des capacités productives des économies d'accueil. Ils contribuent notamment à intensifier la concurrence entre les entreprises locales, ce qui peut stimuler leur productivité ainsi que leur efficacité technique et économique. Par ailleurs, la présence d'entreprises étrangères peut participer à la création de valeur ajoutée, au développement des exportations et à la création d'emplois (De Mello, 1999 ; Barrell et Pain, 1997 ; Dutt, 1997).

Au-delà de ces effets directs, les IDE sont également susceptibles de favoriser la croissance économique à travers des effets indirects, notamment par le biais des externalités technologiques (technological spillovers) au profit des entreprises nationales. La présence d'entreprises multinationales peut ainsi faciliter la diffusion des technologies, des connaissances, des compétences managériales et des pratiques organisationnelles vers le tissu productif local. À ce titre, les IDE constituent l'un des principaux canaux de transmission internationale de la technologie et du savoir-faire, contribuant ainsi au renforcement des capacités productives et technologiques des économies d'accueil (Romer, 1993 ; De Mello, 1999 ; Barrell et Pain, 1997 ; Dutt, 1997 ; Boudjedra, 2004).

De son côté, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) souligne le rôle déterminant des firmes multinationales dans la diffusion internationale des technologies. À cet égard, elle indique que, dans le débat consacré au rôle des multinationales dans les transferts internationaux de technologie, « ce sont les effets spillovers ou les retombées de l'IDE, qui constituent le principal canal de diffusion de technologies modernes et avancées, et non les accords formels de transfert de technologie » (OMC, 1998, p. 3). Cette observation met ainsi en évidence l'importance des externalités générées par la présence des entreprises multinationales dans les économies d'accueil.

Toutefois, les investissements directs étrangers ne peuvent exercer pleinement leur effet catalyseur sur la croissance économique qu'en présence d'un ensemble de conditions favorables au sein de l'économie d'accueil (Nurbel et Ahamada, 2008). Ces conditions renvoient principalement à la capacité d'absorption du pays, laquelle dépend notamment du niveau de qualification de la main-d'œuvre, du degré de développement du système financier, de la qualité des infrastructures et du niveau d'ouverture commerciale. Une faible capacité d'absorption est ainsi susceptible de limiter, voire de réduire, les retombées positives des IDE sur la croissance économique du pays hôte (Borensztein et al., 1998).

Cette approche trouve son fondement dans l'idée selon laquelle la dynamique de croissance des pays en développement dépend, dans une large mesure, de leur capacité à s'approprier, à adapter et à exploiter efficacement les technologies disponibles dans les économies développées (Barro et Sala-i-Martin, 1997). Le transfert de technologies, de connaissances, de savoir-faire et de nouvelles pratiques managériales peut ainsi contribuer à l'amélioration de la productivité et à l'accélération du processus de convergence économique. Dans cette perspective, les IDE constituent l'un des principaux canaux par lesquels les technologies et les connaissances peuvent être transférées des économies développées vers les pays en développement.

Par conséquent, l'impact des IDE sur la croissance économique ne saurait être considéré comme automatique. Il dépend notamment de la capacité des économies d'accueil à créer un environnement institutionnel, humain, financier et infrastructurel suffisamment favorable pour permettre l'absorption et la diffusion des technologies et des connaissances véhiculées par les entreprises multinationales.

Dans les modèles néoclassiques de la croissance économique, les investissements directs étrangers (IDE) sont susceptibles d'exercer un effet positif sur la croissance du pays d'accueil essentiellement à court terme. À long terme, en revanche, leur impact sur le taux de croissance tend à s'atténuer, voire à devenir nul, en raison notamment des rendements décroissants du capital. Cette conclusion contraste avec les enseignements des théories de la croissance endogène, qui mettent en évidence la possibilité d'un effet durable des IDE sur la croissance économique à long terme.

Dans cette perspective, les pays en développement peuvent favoriser leur processus de rattrapage économique à travers l'acquisition, l'adoption et la diffusion de nouvelles technologies, notamment par l'intermédiaire du commerce international et des investissements directs étrangers. Ces derniers constituent, à cet égard, un vecteur privilégié de transfert technologique, permettant aux économies d'accueil d'accéder à des technologies, des connaissances, des compétences et des pratiques managériales développées dans les économies plus avancées. L'IDE peut ainsi contribuer à accroître le stock de connaissances et à renforcer la productivité des facteurs dans les pays hôtes.

Dans ce sens, plusieurs travaux empiriques, notamment ceux de Borensztein et al. (1998), Berthélemy et Démurger (2000) et Baldwin et al. (2005), soulignent le rôle des IDE dans la stimulation de la croissance économique à travers l'accumulation et la diffusion des connaissances et des technologies au sein des économies d'accueil.

Ainsi, le consensus qui se dégage de la littérature théorique quant au rôle potentiellement favorable des IDE dans le processus de croissance est également étayé par un nombre important de travaux empiriques ayant cherché à établir et à mesurer la relation entre les investissements directs étrangers et la croissance économique.

En effet, de nombreux travaux empiriques ont été consacrés à l'analyse des effets des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique des pays d'accueil. À titre d'illustration, plusieurs études portant sur la Chine, notamment celles de Husain et Wang (1996), Zhang (2001), Tang et al. (2008) et Iqbal Chaudhry et al. (2013), mettent en évidence un effet positif des IDE sur la croissance économique. Des résultats similaires ont été obtenus

dans le contexte africain par Sharma et Abekah (2008) et Awolusi et Adeyeye (2016), ainsi qu'en Afrique subsaharienne par Adams (2009) et Jugurnath et al. (2016). Dans l'ensemble, ces travaux soulignent le rôle des IDE parmi les déterminants susceptibles de soutenir la croissance économique des pays d'accueil.

Dans le contexte marocain, Bouiyour et Taoufik (2007) soulignent que les pays souhaitant tirer pleinement parti des externalités technologiques associées à la présence des firmes multinationales (FMN) doivent, d'une part, renforcer leurs efforts en matière d'attractivité des IDE, en particulier ceux à forte intensité technologique, et, d'autre part, développer leur capital humain. Ces conclusions s'appuient sur une étude portant sur 18 secteurs de l'industrie manufacturière marocaine au cours de la période 1987-1996, visant à examiner l'incidence des IDE sur la productivité totale des facteurs des entreprises nationales.

Les résultats obtenus par les auteurs montrent également que le capital humain constitue une condition préalable à la matérialisation des effets favorables des IDE et de l'ouverture commerciale sur la productivité des entreprises locales marocaines. Autrement dit, l'impact des IDE sur les performances productives de l'économie d'accueil apparaît conditionné par la capacité de cette dernière à absorber et à exploiter efficacement les technologies et les connaissances véhiculées par les firmes multinationales.

D'autre part, plusieurs auteurs soulignent que l'impact des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique n'est pas systématique, mais qu'il dépend de certaines caractéristiques structurelles de l'économie d'accueil, notamment de son degré d'ouverture aux échanges extérieurs. À cet égard, Balasubramanyam et al. (1996), dans le prolongement des travaux de Bhagwati (1978), ont examiné un échantillon de 46 pays en développement afin d'analyser le rôle de l'ouverture commerciale dans la relation entre les IDE et la croissance économique. Leurs résultats montrent que l'ouverture commerciale joue un rôle catalyseur dans cette relation : les externalités positives associées aux IDE sont d'autant plus importantes que le pays d'accueil présente un degré élevé d'ouverture aux échanges internationaux.

Dans le même ordre d'idées, De Mello et al. (1999) montrent que les économies davantage intégrées au commerce international sont susceptibles de tirer davantage profit de la présence des IDE. À l'inverse, un faible degré d'ouverture commerciale peut limiter la capacité des économies d'accueil à exploiter pleinement les avantages associés aux investissements étrangers. L'ouverture commerciale apparaît ainsi comme un facteur susceptible de renforcer les effets positifs des IDE sur la croissance économique. Ces résultats rejoignent ceux obtenus

antérieurement par Kawai (1994), qui met également en évidence l'importance de l'ouverture économique dans la transmission des effets favorables des IDE.

Dans une étude consacrée à trois pays du Maghreb, à savoir la Tunisie, le Maroc et l'Algérie, Benslimane et Zouikri (2016) analysent, sur la période 1980-2012, les effets des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique ainsi que sur les performances à l'exportation de ces économies. Les résultats obtenus montrent l'existence d'une relation positive entre les flux d'IDE reçus et l'activité d'exportation dans les trois pays étudiés. Toutefois, les auteurs soulignent que l'intensité et la dynamique de cette relation diffèrent d'un pays à l'autre, ce qui suggère que les effets des IDE peuvent être influencés par les caractéristiques propres à chaque économie d'accueil.

Dans l'ensemble, la littérature empirique tend ainsi à mettre en évidence un effet favorable des investissements directs étrangers sur la croissance économique des pays hôtes. Néanmoins, cet effet ne semble ni automatique ni uniforme. Plusieurs travaux soulignent en effet qu'il est conditionné par un ensemble de facteurs structurels et institutionnels, parmi lesquels figurent notamment le niveau de capital humain, le degré d'ouverture commerciale, les dépenses publiques, la pression fiscale et la capacité de l'économie d'accueil à absorber et à valoriser les technologies et les connaissances véhiculées par les firmes multinationales. Ainsi, l'analyse de la relation entre IDE et croissance nécessite de prendre en considération les conditions dans lesquelles les investissements étrangers sont accueillis et intégrés au processus de développement économique.

2. Positionnement épistémologique et Méthodologie de recherche

2.1. Le positionnement épistémologique

Notre objet de recherche existe indépendamment de l'intérêt et du regard que nous pouvons porter sur lui. Ceci nous permet de conclure que la réalité est extérieure à nous. Elle est déterminée par un ensemble de causes où il est possible de voir et de découvrir. Les effets des différents facteurs économiques et institutionnels des IDE sur la croissance économique au Maroc sont dès lors observables et mesurables scientifiquement. Pour cela, nous optons pour les fondements du positivisme qui nécessitent de fixer la relation théorie-empirie et trouver les indicateurs de cette relation à travers l'étude empirique. En fait, ceci est dans le but de prouver que la relation hypothèse-théorie est consistante. Par ailleurs, pour explorer les relations entre les investissements directs étrangers et la croissance économique au Maroc, nous avons adopté une posture de recherche hypothético-déductive d'inspiration positiviste. Il s'agit d'émettre des

hypothèses de départ sur la relation de causalité entre les phénomènes économiques et confronter ces hypothèses aux résultats obtenus.

2.2. Méthodologie et sources de données

L'objectif de cette étude est d'analyser l'effet des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique du Maroc, en tenant compte du rôle de la pression fiscale et des dépenses publiques. À cette fin, nous mobilisons des données annuelles de séries temporelles couvrant la période 1985-2020. La modélisation économétrique repose sur l'approche Autoregressive Distributed Lag (ARDL), développée notamment par Pesaran et al., qui présente plusieurs avantages par rapport aux méthodes alternatives d'estimation des relations de long terme.

Le choix de l'approche ARDL se justifie principalement par trois avantages. Premièrement, cette méthode permet d'estimer simultanément les relations de court et de long terme entre les variables, sans imposer que celles-ci soient toutes intégrées du même ordre. Elle peut notamment être appliquée lorsque les variables sont stationnaires en niveau, I(0), ou stationnaires en première différence, I(1), sous réserve qu'aucune variable ne soit intégrée d'ordre deux, I(2).

Deuxièmement, l'approche ARDL permet de prendre en compte la dynamique temporelle des relations entre les variables et offre, sous certaines conditions, des estimations robustes des paramètres de long terme ainsi que des statistiques de test valides en présence d'une certaine endogénéité des régresseurs. Harris (2003) souligne notamment l'intérêt de cette approche dans l'estimation des relations de long terme. Par ailleurs, Inder (1993) et Pesaran (1997) montrent que l'introduction de la dynamique et des retards appropriés peut contribuer à atténuer les problèmes liés à l'endogénéité.

Troisièmement, l'approche ARDL présente de bonnes propriétés dans le cadre d'échantillons de taille relativement réduite. Cet avantage est particulièrement pertinent dans le contexte de la présente étude, compte tenu de la disponibilité d'un nombre limité d'observations annuelles sur la période 1985-2020. L'utilisation de cette méthode apparaît ainsi appropriée pour examiner la relation dynamique entre les IDE, la croissance économique, la pression fiscale et les dépenses publiques au Maroc.

Les données utilisées dans cette étude sont issues, principalement, du Haut-Commissariat au Plan (HCP), de la Banque Mondiale « les indicateurs de développement dans le monde » (WDI) et de la CNUCED « Conférence des Nations Unis pour le Commerce et le Développement », et portent sur une période allant de 1985 à 2020 (soit 35 années).

2.3. Spécification du modèle

La spécification du modèle de base utilisé dans cette étude se présente comme suit :

$$LogPIBh_t = \alpha_0 + \alpha_1 X_t + \alpha_2(IDE_t * PF_t) + \alpha_3(IDE_t * DP_t) + \varepsilon_t$$

Afin de comprendre cette équation économétrique, nous développons l'intitulé de chaque variable utilisée dans la spécification ci-dessus.

$$LogPIBh_t = \alpha_0 + \alpha_1 FBCF_t + \alpha_2 POP_t + \alpha_3 Infl_t + \alpha_4 KH_t + \alpha_5 IDE_t + \alpha_6(IDE_t * PF_t) + \alpha_7(IDE_t * DP_t) + \varepsilon_t$$

Où le ***PIBh*** (la variable dépendante de notre modèle) représente le produit intérieur brut par habitant, C'est la valeur du produit intérieur brut sur le nombre de la population active d'un pays, la ***FBCF*** représente le taux d'investissement domestique utilisée comme proxy du capital physique, ***POP*** est une variable démographique qui indique le taux de croissance de la population en années, ***Infl*** est le taux d'inflation mesuré par l'indice des prix à la consommation, noté IPC, ***KH*** est le capital humain mesuré par le taux brut de scolarisation au secondaire (Mankiw et al. 1996), ***IDE*** représente les flux internationaux des capitaux réalisés, ***PF*** représente la pression fiscale, ***DP*** représente les dépenses effectuées par les administrations publiques, α_0 est la constante du modèle et ε est le terme d'erreur, $\alpha_1, \ldots, \alpha_7$ sont les coefficients à estimer (le pouvoir d'effet de chaque variable indépendante sur la variable dépendante). Les termes d'interaction (IDEt×PFt) et (IDEt×DPt) représentent respectivement les effets combinés des investissements directs étrangers (IDE) et de la pression fiscale, d'une part, et des IDE et des dépenses publiques, d'autre part, sur la croissance économique du Maroc. L'introduction de ces termes interactifs dans le modèle vise à déterminer si la pression fiscale et les dépenses publiques modifient l'intensité ou la direction de la relation entre les IDE et la croissance économique. Autrement dit, ils permettent d'apprécier dans quelle mesure les conditions budgétaires et fiscales de l'économie d'accueil sont susceptibles de renforcer ou d'atténuer les effets des IDE sur la croissance.

Le recours aux termes d'interaction repose ainsi sur l'hypothèse selon laquelle l'effet des investissements directs étrangers sur la croissance économique n'est pas nécessairement indépendant de l'environnement fiscal et budgétaire du pays d'accueil. Il est notamment supposé que l'incidence des IDE sur la croissance peut varier en fonction du niveau de pression fiscale et de l'importance des dépenses publiques. L'analyse de ces effets conditionnels permet ainsi d'aller au-delà de l'estimation de l'effet direct des IDE et d'examiner leur complémentarité éventuelle avec les politiques fiscales et budgétaires.

Pour ne pas saisir un problème de multi-colinéarité entre les variables explicatives, nous avons procédé à une modélisation pas-à-pas. Nous procédons à cette modélisation pour la spécification :

$$\boldsymbol{LogPIBh_t = \alpha_0 + \alpha_1 FBCF_t + \alpha_2 POP_t + \alpha_3 Infl_t + \alpha_4 KH_t + \alpha_5 IDE_t + \alpha_6 (IDE_t * PF_t) + \varepsilon_t}$$

$$\boldsymbol{LogPIBh_t = \alpha_0 + \alpha_1 FBCF_t + \alpha_2 POP_t + \alpha_3 Infl_t + \alpha_4 KH_t + \alpha_5 IDE_t + \alpha_6 (IDE_t * DP_t) + \varepsilon_t}$$

Comme nous l'avons déjà signalé, notre modélisation se basera sur la méthode ARDL. De ce fait, notre modèle s'écrit comme suit :

$$\Delta Ln(PIBh_t) = \beta_0 + \beta_1 Ln(LnPIBh)_{t-1} + \beta_2 FBCF_{t-1} + \beta_3 POP_{t-1} + \beta_4 Infl_{t-1} + \beta_5 TSS_{t-1} + \beta_6 IDE_{t-1} + \beta_6 \delta_{t-1} + \sum_{i=1}^{P} \boldsymbol{\alpha_1 \Delta\, Ln(PIBh)_{t-i}} + \sum_{i=1}^{q1} \boldsymbol{\alpha_2 \Delta\, FBCF_{t-i}} + \sum_{i=1}^{q2} \boldsymbol{\alpha_3 \Delta\, POP_{t-i}} + \sum_{i=1}^{q3} \boldsymbol{\alpha_4 \Delta\, Infl_{t-i}} + \sum_{i=1}^{q4} \boldsymbol{\alpha_5 \Delta\, TSS_{t-i}} + \sum_{i=1}^{q5} \boldsymbol{\alpha_6 \Delta\, IDE_{t-i}} + \sum_{i=1}^{q6} \boldsymbol{\alpha_7 \Delta\, \delta_{t-i}} + \varepsilon_t$$

Avec :

Δ : L'opérateur de différenciation

Ln : Le logarithme népérien

P : le retard de la variable endogène ; q : Le retard maximal des variables exogènes

$\boldsymbol{\beta_0\ \beta_1\ \beta_2\ \beta_3\ \beta_4\ \beta_5\ \beta_6}$: Les paramètres de la relation de long terme

$\boldsymbol{\alpha_1\ \alpha_2\ \alpha_3\ \alpha_4\ \alpha_5\ \alpha_6\ \alpha_7}$: Les paramètres de la relation de court terme

$\boldsymbol{\varepsilon_t}$: La variable aléatoire.

La revue de la littérature théorique et empirique nous a permis de spécifier notre modèle de recherche et de formuler un ensemble d'hypothèses. À cet effet, le tableau ci-dessous présente, pour chacune des variables explicatives retenues, le sens attendu de son impact sur la variable dépendante, à savoir la croissance économique.

Tableau 1 : L'effet attendu des variables explicatives

VARIABLES EXPLICATIVES	SIGNE ATTENDU
FBCF	(+)
KH	(+)
POP	(-)
IDE	(+)
INFL	(-)
IDE*PF	(+)
IDE*DP	(+)

Source : Elaboration par l'auteur

Dans la suite de cette étude, nous procéderons à la vérification empirique de l'ensemble de ces hypothèses afin d'évaluer leur validité et de déterminer dans quelle mesure les relations théoriques postulées se vérifient dans le contexte de l'économie marocaine.

2.4. Estimation du modèle ARDL

L'estimation de notre modèle passe par les étapes suivantes :

- **Etude de la stationnarité des variables**

Afin d'étudier la stationnarité des variables utilisées dans notre étude empirique, nous faisons recours aux tests de stationnarité développés par Dickey-Fuller Augmenté (ADF, 1981). Le tableau suivant présente les résultats du degré d'intégration des variables.

Tableau 2 : Résultats du test de racine unitaire ADF

Variables	En niveau		En première différence		Degré d'intégration
	Statistique	P-value	Statistique	P-value	
PIB_H	-0.91	0,3117	-13,51	0,0000	I(1)
FBCF	-2,92	0,1672	-5,61	0,0003	I(1)
TSS	-0,86	0,9481	-4,41	0,0069	I(1)
POP	2,10	0,9895	-5,40	0,0276	I(1)
IDE	0,18	0,5483	-3,58	0,0040	I(1)
Infl	-2,59	0,0112	-	-	I(0)
IDE*PF	2,44	0,0010	-	-	I(0)
IDE*DP	2,19	0,0474			

Source : Elaboration par l'auteur sous STATA

Les résultats du test de stationnarité mettent en évidence la présence de variables intégrées d'ordre zéro, I(0), et d'autres intégrées d'ordre un, I(1). Ces résultats permettent de confirmer la première condition requise pour l'application de l'approche ARDL. Dès lors, il est possible de procéder au test de cointégration aux bornes proposé par Pesaran et al. La statistique de test calculée, correspondant à la statistique F de Fisher, sera ensuite comparée aux valeurs critiques afin de déterminer l'existence éventuelle d'une relation de cointégration entre les variables du modèle.

- **Test de cointégration : Test de Bound**

Les résultats du test de cointégration (Pesaran) confirment l'existence d'une relation de cointégration entre les séries étudiées. La valeur de **F-stat (7,33)** est supérieur à celle de la borne supérieure (3,61) au seuil de 5%, ce qui permet d'estimer la relation de long terme entre les IDE et la croissance économique.

❖ **La détermination du nombre de retard optimal**

Tableau 3.3 : Nombre de retard des variables du modèle

Les retards	Variables du modèle
p	LogPIBH : 1
q1	FBCF : 0
q2	POP : 0
q3	Infl : 2
q4	IDE : 1
q5	IDE*PF : 1
q6	IDE*DP : 1

Source : Elaboration par l'auteur sous STATA

❖ **Tests de violation des hypothèses**

Cette étape de l'approche ARDL a pour objectif d'évaluer la robustesse, la stabilité et la validité statistique du modèle estimé. Elle repose sur un ensemble de tests diagnostiques visant à vérifier si les principales hypothèses relatives aux termes d'erreur sont respectées. Dans un premier temps, la normalité des résidus est examinée afin de déterminer si leur distribution est compatible avec l'hypothèse de normalité. Dans un deuxième temps, un test d'autocorrélation des erreurs est effectué afin de vérifier l'absence de dépendance sérielle des résidus. Enfin, l'analyse porte sur les propriétés des résidus afin de s'assurer qu'ils se comportent comme un bruit blanc, c'est-à-dire qu'ils présentent une moyenne nulle, une variance constante et une absence d'autocorrélation. Le respect de ces conditions contribue à garantir la fiabilité des estimations et la validité des inférences statistiques associées au modèle ARDL.

Tableau 4 : Tests de violation des hypothèses stochastiques

Hypothèse	Test	Résultat
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	0,3421
Hétéroscédasticité	Breusch-Pagan-Godfrey	0,0840
Normalité	Jarque-Bera	0,4281

Source : Elaboration par l'auteur sous STATA

L'estimation des modèles ci-dessus est bien spécifiée car les P-values associées aux tests sont supérieures à 5%. Par conséquent, nous pouvons qualifier les paramètres des modèles économétriques comme des estimations robustes.

Après avoir procédé à l'estimation de notre modèle économétrique et de s'assurer de sa stabilité statistique en utilisant les tests stochastiques, nous passons à la présentation et l'interprétation des résultats obtenus.

3. Résultats de l'estimation

3.1. Effets à court terme

Tableau 3.5 : Résultats du modèle ARDL (Effets à court terme)

Variables explicatives	Coefficients
CointEq(-1)	-0.088 (0,023)**
D(LogPIBH(-1))	-0.765 (0,000)***
D(FBCF)	-0.005 (0,179)
D(POP)	2.049 (0,008)***
D(POP(-1))	-4.156 (0,025)**
D(POP(-2))	1.358 (0,047)**
D(Infl)	-0.004 (0,306)
D(Infl(-1))	0.005 (0,115)
D(IDE*PF)	0.0003 (0,161)
Constante	0.973 (0,010)***
.....	.....
CointEq(-1)	-0.061 (0,086)*
D(LOGPIBH(-1))	-0.753 (0,000)***
D(FBCF)	-0.0035 (0,366)
D(POP)	1.942 (0,011)***
D(POP(-1))	-3.609 (0,043)**
D(POP(-2))	1.074 (0,099)*
D(INFL)	-0.0036 (0,308)
D(H)	0.0003 (0,361)
Constante	0.641 (0,059)**

Source : Elaboration par l'auteur sous STATA

3.2. Effets à long terme

Tableau 3.6 : Résultats du modèle ARDL (Effets à long terme)

Variables explicatives	Coefficients
FBCF	0,200 (0,942)
POP	-0,154 (0,000)***
Infl	-0,009 (0,064)**
TSS	0,012 (0,000)***
IDE	0,005 (0,061)**
Constante	9,412 (0,000)***
……	……
FBCF	-0,062 (0,297)
POP	0,738 (0,140)
Infl	-0,117 (0,022)**
IDE*FP	0,047 (0,004)
Constante	11,03 (0,000)***
……	……
FBCF	-0,057 (0,487)
POP	0,930 (0,247)
Infl	-0,059 (0,231)
IDE*DP	0,012 (0,188)
Constante	10,403 (0,000)***

Source : Elaboration par l'auteur sous STATA

4. Discussion des résultats

Un constat général des résultats de notre estimation basée sur le modèle ARDL, montre que les variables utilisées dans cette étude affichent des signes attendus, et que à long terme, les variables IDE, capital humain, pression fiscale et dépenses publiques en combinaison avec l'IDE, taux de croissance de la population active occupée, et inflation sont statistiquement

significatives. Ce constat veut dire que ces variables jouent un rôle important dans la stimulation de la croissance au Maroc

S'agissant de la variable relative aux investissements directs étrangers (IDE), les résultats de notre investigation empirique révèlent que celle-ci exerce un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance économique au Maroc. Ce résultat rejoint les conclusions de plusieurs travaux empiriques consacrés à l'analyse de la relation entre les IDE et la croissance économique, notamment ceux de Globerman (1979), Lucas (1988), Romer (1986, 1990), Blomström et Wolf (1994), Caves (1996), De Mello Jr. (1999), Djankov et Hoekman (2000), Li et Liu (2005), ainsi que Bouoiyour et Toufik (2003, 2004, 2005, 2007).

L'effet positif des IDE sur la croissance économique des pays d'accueil peut être appréhendé à travers plusieurs mécanismes de transmission. En premier lieu, les IDE contribuent à l'accroissement de la valeur ajoutée et à la création d'emplois, tout en favorisant le développement des exportations. Ils participent également à l'accumulation du capital humain, notamment par la formation et le développement des compétences de la main-d'œuvre. En outre, les IDE peuvent générer des effets d'entraînement sur les entreprises locales à travers la diffusion des technologies, des connaissances et des pratiques managériales, ainsi que par le biais des effets d'apprentissage. Ces différents canaux de transmission sont susceptibles d'accroître les capacités productives de l'économie d'accueil, d'améliorer la productivité des facteurs et, in fine, de contribuer à une accélération de la croissance économique.

En ce qui concerne la variable capital-humain, les résultats obtenus mettent en évidence un effet positif et statistiquement significatif de celui-ci sur la croissance économique du Maroc au cours de la période 1985-2020. Ce résultat est conforme aux principaux enseignements de la littérature économique, qui souligne le rôle déterminant du capital humain dans le processus de croissance économique.

Toutefois, malgré son effet positif et significatif, l'impact du capital humain sur la croissance demeure relativement faible. Ce constat pourrait s'expliquer principalement par deux facteurs. Premièrement, le niveau de qualification de la population active au Maroc demeure insuffisant pour permettre à l'économie de tirer pleinement profit du potentiel du capital humain. Deuxièmement, une part importante de la main-d'œuvre reste employée dans des secteurs caractérisés par une faible valeur ajoutée, notamment l'agriculture, le textile et certaines activités immobilières. Cette concentration de la main-d'œuvre dans des secteurs à faible productivité limite les effets du capital humain sur l'amélioration de la productivité globale et, par conséquent, sur la croissance économique.

A cet égard, plusieurs mesures d'amélioration du stock de capital humain ont été prises ces dernières années par les pouvoirs publics, notamment, la réforme du système éducatif et l'élargissement de l'offre de la formation professionnelle.

Les résultats de l'investigation empirique relatifs au terme interactif entre les investissements directs étrangers (IDE) et la pression fiscale (PF) mettent en évidence un effet modérateur positif et statistiquement significatif de cette dernière. La pression fiscale, mesurée par le rapport entre les recettes fiscales totales et le produit intérieur brut, constitue un indicateur synthétique de la contribution des prélèvements obligatoires à la richesse nationale. Le signe positif du coefficient associé au terme interactif suggère ainsi que la pression fiscale modifie favorablement la relation entre les variables explicatives concernées et les IDE, sous réserve de la spécification exacte du modèle et du sens de mesure des variables considérées. Ce résultat invite à dépasser l'idée selon laquelle une fiscalité élevée constituerait systématiquement un obstacle à l'attractivité des investissements étrangers et conduit à examiner les mécanismes économiques susceptibles d'expliquer cette relation.

Sur le plan économique, une augmentation de la pression fiscale peut être associée à une capacité accrue de mobilisation des ressources publiques, permettant à l'État de financer les infrastructures de transport, les équipements collectifs, l'éducation et la formation professionnelle, ainsi que les services publics nécessaires au développement de l'activité productive. Ces investissements publics contribuent à améliorer l'environnement des affaires, à réduire certains coûts supportés par les entreprises et à renforcer la compétitivité du territoire. Dans cette perspective, la fiscalité ne doit pas être appréhendée uniquement comme une charge pesant sur les entreprises, mais également comme une source potentielle de financement des biens et services publics qui conditionnent leurs décisions d'implantation. Ainsi, lorsque les recettes fiscales supplémentaires sont mobilisées efficacement, une pression fiscale plus importante peut coexister avec une attractivité accrue des IDE. Le mécanisme économique sous-jacent repose alors sur la complémentarité entre les prélèvements fiscaux et la qualité des dépenses publiques : les coûts fiscaux supportés par les investisseurs peuvent être partiellement compensés par les gains de productivité liés à l'amélioration des infrastructures et des services collectifs.

Dans le contexte marocain, cette interprétation revêt un intérêt particulier, dans la mesure où l'attractivité des IDE dépend non seulement des conditions fiscales, mais également de la qualité de l'environnement institutionnel, de la disponibilité des infrastructures, de la qualification de la main-d'œuvre et des perspectives de développement des marchés. Une

pression fiscale relativement élevée ne constitue donc pas nécessairement un facteur dissuasif lorsque les recettes mobilisées contribuent à améliorer ces déterminants structurels. Les entreprises multinationales peuvent ainsi privilégier un territoire offrant des conditions de production fiables, des infrastructures performantes et une certaine prévisibilité institutionnelle, même si son niveau de prélèvements fiscaux est supérieur à celui d'autres destinations concurrentes. L'effet de la fiscalité sur les IDE dépend dès lors de l'arbitrage entre, d'une part, le coût fiscal supporté par l'investisseur et, d'autre part, les avantages économiques associés à l'environnement productif du pays d'accueil.

Par ailleurs, la significativité positive du terme interactif peut suggérer que la pression fiscale conditionne l'influence d'autres facteurs sur les décisions de localisation des investissements étrangers. Elle peut notamment refléter le rôle des capacités de financement public dans le renforcement des effets des infrastructures, du capital humain ou de la stabilité macroéconomique sur l'attractivité du Maroc. Toutefois, cette interprétation doit être formulée avec prudence : le coefficient positif d'une interaction ne démontre pas, à lui seul, que les recettes fiscales supplémentaires sont effectivement affectées à des dépenses productives ni que ces dépenses entraînent une augmentation des IDE. Il indique une relation conditionnelle entre les variables du modèle, dont le mécanisme économique doit être apprécié à la lumière des autres coefficients estimés et des caractéristiques de la spécification économétrique.

Il convient également de souligner que la pression fiscale, telle qu'elle est définie dans cette étude, ne renseigne pas directement sur le niveau de taxation applicable aux entreprises multinationales. Son évolution peut résulter d'une augmentation des taux d'imposition, d'un élargissement de l'assiette fiscale, d'une amélioration du recouvrement de l'impôt ou encore de changements dans la composition de l'activité économique. Par conséquent, le coefficient positif du terme interactif ne permet pas de conclure que l'augmentation de la pression fiscale attire mécaniquement les IDE, pas plus qu'il ne démontre que la baisse de l'impôt sur les sociétés constitue le mécanisme explicatif principal du résultat obtenu. L'analyse doit distinguer la pression fiscale globale de la fiscalité effective supportée par les entreprises, car ces deux dimensions peuvent évoluer différemment.

Enfin, les implications économiques de ce résultat concernent également la conduite de la politique fiscale marocaine. Plutôt que de rechercher exclusivement une réduction de la pression fiscale pour attirer les capitaux étrangers, les pouvoirs publics pourraient privilégier une mobilisation efficiente des recettes fiscales, accompagnée d'une amélioration de la qualité des dépenses publiques et d'un ciblage des incitations fiscales en faveur des investissements

générant des externalités positives. Une telle approche permettrait de concilier les objectifs d'attractivité des IDE, de financement du développement et de soutenabilité des finances publiques. L'efficacité de cette politique devrait néanmoins être évaluée au regard de sa capacité à générer des investissements additionnels, à créer des emplois, à accroître la productivité et à renforcer l'intégration des entreprises étrangères dans le tissu productif national. En définitive, le résultat empirique suggère que la relation entre fiscalité et IDE ne peut être réduite à une opposition entre une fiscalité faible, nécessairement attractive, et une fiscalité élevée, nécessairement dissuasive. Elle dépend plus largement de la manière dont la pression fiscale s'articule avec les conditions structurelles de production et la qualité de l'action publique.

S'agissant du terme interactif IDE*DP, les résultats issus de la modélisation économétrique révèlent une absence de significativité statistique de l'effet modérateur des dépenses publiques dans la relation entre les IDE et la croissance économique au Maroc. Ce résultat ne permet pas de confirmer l'hypothèse de recherche selon laquelle les dépenses publiques renforceraient significativement la contribution des investissements étrangers à la croissance économique. Sur le plan économique, cette absence de significativité ne signifie toutefois pas nécessairement que les dépenses publiques sont dépourvues d'effets sur la croissance ou sur l'attractivité des IDE. Elle suggère plutôt que, dans le cadre de la spécification économétrique retenue et sur la période étudiée, leur rôle modérateur n'est pas suffisamment marqué pour être statistiquement distingué de zéro. Ce constat conduit ainsi à s'interroger sur la composition des dépenses publiques, leur efficacité productive et leur capacité à générer des complémentarités entre le capital public, l'investissement étranger et le capital privé national.

Une première explication économique peut être recherchée dans la structure des dépenses publiques au Maroc. Lorsque les dépenses de fonctionnement, notamment les charges salariales, absorbent une part importante des ressources budgétaires, la marge de manœuvre disponible pour financer les investissements publics productifs peut se trouver limitée. Or, les dépenses publiques ne contribuent pas toutes de la même manière à l'accumulation du capital et à l'amélioration des capacités productives de l'économie. Si les dépenses courantes permettent d'assurer le fonctionnement des administrations et la continuité des services publics, les dépenses d'investissement consacrées aux infrastructures de transport, à l'énergie, aux télécommunications, à la logistique et à l'aménagement des zones industrielles peuvent exercer un effet plus direct sur les conditions de production des entreprises. Une insuffisance relative de ces investissements productifs est donc susceptible de limiter les gains de productivité associés à la présence des IDE et d'affaiblir les complémentarités entre le capital public et le

capital privé. Toutefois, la masse salariale publique ne saurait être considérée systématiquement comme improductive, puisqu'elle finance également des services essentiels, notamment dans l'éducation, la santé et l'administration, dont les retombées économiques peuvent se manifester à moyen ou à long terme.

En outre, l'absence d'un effet modérateur significatif peut traduire une difficulté à transformer les dépenses publiques en avantages économiques directement mobilisables par les investisseurs étrangers. En effet, l'efficacité de la dépense publique dépend non seulement de son volume, mais également de son allocation sectorielle, de la qualité de sa gestion et de la pertinence des projets financés. Des dépenses publiques élevées ne se traduisent pas automatiquement par une amélioration de la productivité si elles ne répondent pas aux besoins des entreprises en matière d'infrastructures, de compétences, de connectivité et de services collectifs. Pour les multinationales, la décision de localisation repose sur la rentabilité anticipée des projets, laquelle dépend notamment des coûts logistiques, de la fiabilité des approvisionnements énergétiques, de l'accès aux marchés et de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée. Lorsque les investissements publics ne permettent pas d'améliorer suffisamment ces facteurs, leur contribution à l'attractivité des IDE et à leur capacité à stimuler la croissance nationale peut demeurer limitée.

Par ailleurs, les résultats peuvent être rapprochés de la répartition géographique des investissements étrangers et des disparités territoriales en matière d'équipements productifs. La concentration des IDE dans les régions les plus industrialisées peut s'expliquer par la présence d'infrastructures plus développées, d'un tissu d'entreprises plus dense, d'une main-d'œuvre qualifiée et d'un meilleur accès aux réseaux logistiques et aux marchés. Cette concentration favorise des économies d'agglomération : la proximité entre entreprises, fournisseurs, sous-traitants et prestataires spécialisés réduit certains coûts de transaction et facilite la circulation des connaissances. Dans ces territoires, les investissements étrangers peuvent ainsi bénéficier d'un environnement productif favorable et contribuer davantage à la création de valeur ajoutée. À l'inverse, les régions moins équipées risquent de rester à l'écart de ces dynamiques, faute de disposer des infrastructures et des capacités productives nécessaires pour attirer des projets de grande ampleur. Cette hétérogénéité territoriale peut limiter la diffusion des retombées des IDE à l'ensemble de l'économie marocaine et contribuer à expliquer pourquoi les dépenses publiques, considérées globalement, ne présentent pas d'effet modérateur statistiquement significatif.

Il convient également de considérer les délais nécessaires à la matérialisation des effets des dépenses publiques. Les investissements dans les infrastructures produisent rarement des gains de productivité immédiats : leur réalisation exige du temps et leurs bénéfices économiques peuvent apparaître plusieurs années après l'engagement des dépenses. De même, les retombées des IDE sur la croissance dépendent de la capacité des entreprises étrangères à développer des relations avec les fournisseurs locaux, à transférer des compétences et à diffuser des innovations. Si ces mécanismes se déploient progressivement, un modèle économétrique peut ne pas faire apparaître une interaction significative sur l'horizon temporel considéré, même si des effets existent à plus long terme. Dans le cadre d'un modèle ARDL, cette possibilité invite à distinguer soigneusement les effets de court terme des relations de long terme et à examiner si la non-significativité du terme IDE*DP concerne les deux horizons ou seulement l'un d'entre eux.

Sur le plan des implications économiques, ces résultats soulignent donc la nécessité de dépasser une approche quantitative de la dépense publique pour privilégier une approche davantage centrée sur son efficacité productive. L'enjeu pour les pouvoirs publics marocains ne consiste pas uniquement à accroître les dépenses, mais à orienter les ressources vers les investissements susceptibles de réduire les coûts de production, d'améliorer la connectivité entre les territoires et de renforcer la capacité d'absorption de l'économie nationale. Le développement des infrastructures de transport et de logistique, l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle, le renforcement des réseaux énergétiques et numériques ainsi que l'aménagement de zones industrielles dans les régions moins attractives pourraient contribuer à une meilleure complémentarité entre les investissements publics et les IDE. Parallèlement, le renforcement des liens entre les multinationales et les entreprises locales serait susceptible d'accroître les effets d'entraînement des investissements étrangers sur la productivité, l'emploi et la création de valeur ajoutée.

En définitive, l'absence de significativité statistique du terme interactif IDE*DP met en évidence les limites de la capacité des dépenses publiques, prises dans leur ensemble, à renforcer de manière statistiquement identifiable la contribution des investissements étrangers à la croissance économique marocaine. Ce résultat ne doit pas être interprété comme une preuve de l'inefficacité générale du capital public, mais plutôt comme une indication que ses effets complémentaires avec les IDE ne sont pas établis par les estimations réalisées. Il invite à examiner la composition des dépenses, leur répartition territoriale, leur efficacité d'exécution et les délais de transmission de leurs effets à l'économie réelle. Ainsi, une politique budgétaire

favorable à une croissance durable devrait chercher à renforcer la qualité des investissements publics, à réduire les disparités territoriales en matière d'infrastructures et à favoriser l'intégration productive des entreprises étrangères dans le tissu économique national. L'objectif est de faire en sorte que les IDE ne constituent pas uniquement une source supplémentaire de capitaux, mais deviennent également un vecteur de gains de productivité, de diversification économique et de diffusion des retombées de la croissance.

Pour la variable inflation, les résultats de l'estimation économétrique révèlent que l'inflation exerce un effet négatif et statistiquement significatif au seuil de 1 % sur la croissance économique au Maroc durant la période étudiée. Ce résultat, conforme au signe attendu, indique l'existence d'une relation négative entre la hausse du niveau général des prix et la dynamique de croissance économique. Au-delà de sa significativité statistique, cette relation revêt une importance économique particulière, dans la mesure où l'inflation peut affecter les décisions de consommation et d'investissement, altérer les anticipations des agents économiques et accroître l'incertitude entourant les perspectives de rentabilité des projets productifs. Une augmentation persistante des prix est ainsi susceptible de fragiliser les conditions nécessaires à une croissance économique soutenue, en particulier lorsque les revenus nominaux, la productivité et les capacités d'adaptation des entreprises ne progressent pas au même rythme que les prix.

Sur le plan de la consommation, l'inflation réduit le pouvoir d'achat des ménages lorsque la hausse des prix dépasse celle de leurs revenus nominaux. Cette diminution du revenu réel peut entraîner une contraction de la demande de biens et de services, notamment pour les ménages dont le budget est principalement consacré aux produits alimentaires, à l'énergie et aux autres dépenses essentielles. La modération de la consommation qui en résulte peut affecter le chiffre d'affaires des entreprises, limiter leurs perspectives d'expansion et ralentir la production. Ce mécanisme est particulièrement important lorsque la demande intérieure constitue un moteur significatif de l'activité économique. En outre, l'augmentation des prix des biens essentiels peut accentuer les contraintes budgétaires des ménages et réduire leur capacité d'épargne, ce qui limite indirectement les ressources susceptibles de financer l'investissement productif.

L'inflation peut également freiner l'accumulation du capital en augmentant l'incertitude relative à l'évolution des coûts de production et aux rendements futurs des investissements. Lorsque les entreprises anticipent une hausse persistante des prix des matières premières, de l'énergie, des transports ou des intrants importés, elles éprouvent davantage de difficultés à établir leurs prévisions financières et à déterminer la rentabilité réelle de leurs projets. Cette incertitude peut conduire au report de certaines décisions d'investissement, particulièrement

celles qui nécessitent des engagements financiers importants et dont les bénéfices ne se matérialisent qu'à moyen ou à long terme. Par ailleurs, lorsque l'inflation s'accompagne d'une hausse des taux d'intérêt nominaux et d'un resserrement des conditions de financement, le coût du crédit peut augmenter, limitant l'accès des entreprises aux ressources nécessaires à leur développement. L'effet négatif de l'inflation sur la croissance peut ainsi se manifester à travers un ralentissement de la formation brute de capital fixe, une réduction des capacités productives et une moindre création d'emplois.

Dans le contexte marocain, ces mécanismes peuvent également être liés à la dépendance de certains secteurs à l'égard des approvisionnements extérieurs en énergie, en matières premières et en biens intermédiaires. Lorsque les prix internationaux augmentent, leur transmission aux coûts domestiques peut réduire les marges des entreprises et renchérir les coûts de production. Les entreprises qui ne disposent pas d'un pouvoir de marché suffisant pour répercuter intégralement ces hausses sur leurs prix de vente peuvent voir leur rentabilité se dégrader, ce qui limite leur capacité à investir, à recruter et à accroître leur production. À l'inverse, lorsque les hausses de coûts sont répercutées sur les consommateurs, elles peuvent accentuer les tensions sur le pouvoir d'achat et peser sur la demande intérieure. L'inflation est donc susceptible de produire un double effet défavorable, en affectant simultanément les conditions d'offre des entreprises et les conditions de demande des ménages.

Un autre mécanisme concerne les décisions d'investissement direct étranger (IDE). Une inflation élevée ou difficilement prévisible peut compliquer les arbitrages de localisation des entreprises multinationales en augmentant l'incertitude relative aux coûts futurs, à la stabilité macroéconomique et aux rendements réels des capitaux investis. Les investisseurs étrangers peuvent alors privilégier les économies dans lesquelles les prix évoluent de manière plus prévisible et où les conditions macroéconomiques facilitent la planification à long terme. Toutefois, cet effet dépend de la nature des investissements, de leur orientation vers le marché intérieur ou l'exportation, ainsi que de la capacité des entreprises à ajuster leurs prix et à se couvrir contre les risques. L'effet négatif estimé de l'inflation sur la croissance ne permet donc pas, à lui seul, d'affirmer que les IDE diminuent sous l'effet de l'inflation ; il souligne plutôt l'importance de la stabilité des prix dans la préservation d'un environnement favorable à l'accumulation du capital et au développement de l'activité productive.

En définitive, la significativité du coefficient de l'inflation au seuil de 1 % indique que la relation négative observée avec la croissance économique est statistiquement solide dans le cadre du modèle estimé. Sur le plan économique, ce résultat souligne l'importance de la stabilité

macroéconomique pour soutenir le pouvoir d'achat, préserver les marges des entreprises, réduire l'incertitude et favoriser les décisions d'investissement. Il invite ainsi à considérer la maîtrise de l'inflation comme une composante de la politique économique visant à créer des conditions propices à une croissance durable. Cette orientation doit néanmoins être conciliée avec les objectifs de soutien à l'activité et à l'emploi, car les mesures destinées à ralentir l'inflation peuvent également affecter la demande et le financement de l'économie. L'enjeu consiste donc à limiter les tensions inflationnistes persistantes tout en préservant les conditions nécessaires à l'investissement productif et à l'amélioration du potentiel de croissance du Maroc.
La formation brute de capital fixe (FBCF) contribue positivement et significativement à la croissance économique du Maroc entre 1985 et 2020 (effet attendu). Ce résultat rejoint l'ensemble des études théoriques et empiriques qui confirment le rôle de l'investissement dans la stimulation de la croissance économique. Il est à signaler que, d'après les résultats de cette étude, l'effet de l'investissement domestique sur la croissance est important par rapport aux autres variables introduites dans notre modèle.
Pour ce qui est du taux de croissance démographique. Les résultats montrent que la variable population a un effet négatif et largement significatif sur la croissance (effet attendu). Ce résultat est cohérent avec une grande partie de la littérature qui suppose qu'un taux de croissance de population non contrôlé peut avoir un effet négatif sur la croissance du pays (Mankiw et al. 1992).

Conclusion

L'objectif de cet article est d'analyser l'effet des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique au Maroc, en tenant compte du rôle de la pression fiscale et des dépenses publiques. Au niveau théorique, la majorité des travaux réalisés dans ce sens montrent un quasi-consensus sur les effets positifs des investissements directs étrangers sur la croissance économique des pays hôtes et sur le rôle modérateur des dépenses publiques et de la pression fiscale.

Toutefois, les résultats des travaux empiriques portant sur les effets des IDE sur la croissance sont mitigés. Pour certains cas étudiés ces effets sont non significatifs ou négatifs, et pour d'autres sont positifs et significatifs. Ces derniers sont conditionnés, souvent, de plusieurs facteurs dont notamment les dépenses publiques et la pression fiscale. C'est dans ce même sens s'inscrit notre réflexion sur les IDE et la croissance économique. L'objectif est d'évaluer l'effet des IDE sur la croissance économique en tenant compte de ces deux facteurs.

Notre analyse repose sur l'outil économétrique qui se base sur la méthode ARDL «Autorégressive à échelons retardées» en utilisant des séries chronologiques d'une période allant de 1985 à 2020. Les résultats de notre investigation économétrique montrent l'existence d'un effet positif et significatif de long terme des investissements directs étrangers sur la croissance économique du Maroc entre 1985 et 2020.

S'agissant des deux termes d'interaction, IDE*PF et IDE*DP, les résultats obtenus mettent en évidence un effet positif et statistiquement significatif du premier terme. Ce résultat peut être principalement attribué au rôle joué par la réduction du taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés dans les décisions de localisation des investissements directs étrangers (IDE). En effet, une baisse de la pression fiscale sur les entreprises est susceptible d'améliorer l'attractivité du territoire d'accueil en réduisant le coût relatif de l'investissement et en renforçant les incitations à l'implantation. Ainsi, la diminution du taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés pourrait contribuer à accroître la capacité de l'économie marocaine à attirer les flux d'IDE.

En ce qui concerne le deuxième terme d'interaction (IDE*DP), les résultats de l'estimation mettent en évidence un effet statistiquement non significatif du rôle modérateur des dépenses publiques sur l'attractivité des investissements directs étrangers. Ce résultat ne permet donc pas de confirmer l'hypothèse de recherche relative à l'effet des dépenses publiques. Plusieurs facteurs pourraient expliquer cette absence d'effet significatif. En particulier, la structure et la composition des dépenses publiques, notamment la part relativement limitée consacrée aux dépenses d'investissement et au développement des infrastructures, pourraient réduire leur

capacité à renforcer l'attractivité du territoire pour les investisseurs étrangers. En effet, lorsque les dépenses publiques ne se traduisent pas suffisamment par une amélioration des infrastructures économiques et productives, leur contribution à la réduction des coûts d'implantation et à l'amélioration de l'environnement des affaires demeure limitée, ce qui est susceptible de restreindre leur effet sur les décisions de localisation des IDE.

Enfin, afin d'approfondir l'analyse des effets des investissements directs étrangers sur la croissance économique des pays d'accueil, plusieurs pistes de recherche peuvent être envisagées. En premier lieu, il serait pertinent d'adopter une approche sectorielle permettant d'examiner l'hétérogénéité des effets des IDE sur la croissance selon les secteurs d'activité. Une telle analyse permettrait d'identifier les secteurs dans lesquels la présence d'investissements étrangers génère les retombées économiques les plus importantes, notamment en matière de productivité, de création d'emplois, de transferts technologiques et de diffusion des connaissances. Elle pourrait également être complétée par la prise en compte des différentes dimensions de la capacité d'absorption des économies d'accueil, notamment le niveau de capital humain, afin d'évaluer dans quelle mesure les caractéristiques propres à chaque secteur conditionnent la capacité des économies bénéficiaires à tirer parti des externalités associées aux IDE.

BIBLIOGRAPHIE

Alaya, M., Nicet Chenaf, D. et Rougier E. (2007). « Politique d'attraction des IDE et dynamique de croissance et de convergence dans les Pays du Sud Est de la Méditerranée », Cahiers de GREThA n°2007-06, Université Montesquieu Bordeaux IV, Juin 2007

Alaya M., Nicet-Chenaf D. et Rougier E. (2009). « A quelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance ? : IDE, croissance et catalyseurs dans le cas des pays méditerranéens », Monde en Développement, Tome 27, n° 148/4, pp.119-138

Annaji Hassane, (2023), « IDE, capital humain et croissance économique au Maroc : Effets et interactions » (Thèse de doctorat, Université Abdelmalek Essaadi).

Azeroual, M. (2016), The Impact of Foreign Direct Investment on the Productivity Growth in the Moroccan Manufacturing Sector: Is Source of FDI important? Journal of International and Global Economic Studies, Volume 9, Number 1, pp. 29-45

AIT SOUSSANE, J., & MANSOURI , Z. . (2020). Investissements directs étrangers et spillovers technologique au Maroc : une analyse empirique avec l'approche de cointégration

bivariée dynamique de 1970 à 2017. Revue Du contrôle, De La Comptabilité Et De l'audit, 3(1). Retrieved from

Baldwin, R. (2005). Heterogeneous firms and trade: testable and untestable properties of the Melitz model.

Barro, R. (1997). Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study. MIT Press.

Ben Slimane, S. & Zouikri, M. (2016). Investissements directs étrangers et capacité d'absorption nationale : les leviers de croissance des économies du Maghreb. Marché et organisations, 26, 19-47. https://doi.org/10.3917/maorg.026.0019

Berthélemy, J.C. & Sylvie D. (2000). Foreign direct investment and economic growth: Theory and application to China. Review of Development Economics 4: 140–55

Bhagwati, J. N., & Srinivasan, T. N. (1978). Trade policy and development (Vol. 90). Washington, DC : World Bank.

Blomstrom, M., and H. Persson, (1983). "Foreign Investment and Spillover Efficiency in an Underdeveloped Economy: Evidence from the Mexican Manufacturing Industry." World Development 11:493-501

Bouklia R. et Zatla N. (2001), « l'IDE dans le bassin méditerranéen : ses déterminants et son effet sur la croissance économique », Les Cahiers du CREAD N°55

Bouoiyour, J., & Toufik, S. (2007). L'impact des investissements directs étrangers et du capital humain sur la productivité des industries manufacturières marocaines. Région et développement, 25, 115-136.

De Mello. (1997). « Foreign Direct Investment in developing countries and growth: a selective survey », Journal of Development Studies, vol 34, N°1, pp: 1-34, 1997.

De Mello, L.R. (1999). Foreign Direct Investment-led Growth: Evidence from Time Series and Panel Data. Oxford Economic Papers, 51, 133-151.

Dutt A.K, (1997). The pattern of direct foreign investment and economic growth, World Development. Volume 25, Issue 11, 1997, Pages 1925-1936.

Husain, I., & Wang, Y. (1996). Investissement direct étranger en Chine et croissance économique.

Iqbal Chaudhry, N., Mehmood, A., & Saqib Mehmood, M. (2013). Empirical relationship between foreign direct investment and economic growth: An ARDL co-integration approach for China. China Finance Review International, 3(1), 26-41.

Jugurnath, B., Chuckun, N., & Fauzel, S. (2016). Foreign direct investment & economic growth in Sub-Saharan Africa: an empirical study. Theoretical Economics Letters, 6(4), 798-807.

Kawai, H. (1994), International comparative analysis of economic growth: trade liberalization and productivity. The developing economies, 32: 373-397

Mallampally. P. & Karl. P. (1999). « Foreign Direct Investment in Developing Countries », Finance and Development, vol. 36. March 1999, pp. 34-37.

Nurbel, A., et Ahamada, I. (2008). Investissements directs étrangers entrants et développement : l'enjeu de la capacité d'absorption. Mondes en développement, n° 143(3), 79-96.

Ray B., Nigel P. (1997). Foreign Direct Investment, Technological Change, and Economic Growth within Europe, The Economic Journal, Volume 107, Issue 445, 1 November 1997, Pages 1770–1786.

Romer, D. (1993). Openness and Inflation: Theory and Evidence. The Quarterly Journal of Economics, 108, 869-903.

Sharma, Basu & Abekah, Joe. (2008). Foreign Direct Investment and Economic Growth of Africa. Atlantic Economic Journal. 36. 117-118. 10.1007/s11293-007-9103-9.

Zhang, K. H. (2001). How does foreign direct investment affect economic growth in China? Economics of transition, 9(3), 679-693.

SITE INTERNET

Haut-commissariat au Plan : https://www.hcp.ma/

Banque Al-Maghreb, https://www.bkam.ma/

Ministère de l'économie et des finances, https://www.finances.gov.ma/fr/Pages/index.aspx

Office des Changes, https://www.oc.gov.ma/fr/etudes-et-statistiques/series-statistiques

Banque mondiale, https://databank.banquemondiale.org/home.aspx

UNCTAD-STAT, https://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx